



Peur et angoisse de l'économie COVID-19

L'autoritarisme COVID-19 est la nouvelle norme.

Par [Kurt Nimmo](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2020

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Science et médecine](#)

Permettez-moi de commencer par dire que je ne sais rien de définitif sur l'origine du COVID-19. Je ne sais pas s'il s'agit d'une mutation naturelle ou d'une arme biologique fabriquée par l'homme. Je ne fais pas confiance au gouvernement et à ses médias pour dire la vérité sur le virus ou sur le nombre réel de victimes qu'il a déclaré. L'OMS, qui appartient à Merck, l'Alliance GAVI et la Fondation Gates - ainsi que le CDC - autorisés à recevoir des « cadeaux » des grandes entreprises pharmaceutiques et des sociétés, sont des institutions corrompues qui ont [menti sur les pandémies dans le passé](#), alors pourquoi devrions-nous les croire maintenant ?

Malgré les [chiffres révisés](#) et les preuves que [les modèles informatiques étaient sérieusement défectueux](#) - on pourrait le dire délibérément - les médias d'entreprise continuent de rapporter la COVID-19 comme quelque chose d'apparenté à la peste noire. Il a réussi à effrayer des millions, voire des milliards de personnes.

« Le nombre réel de décès dus à COVID-19 n'est pas ce que la plupart des gens entendent et pensent. Combien de personnes sont réellement mortes de la COVID-19 est une supposition », a déclaré le [Dr Annie Bukacek](#) en avril.

« Sur la base de données inexactes et incomplètes, les gens sont terrorisés par des semeurs de peur qui les poussent à renoncer à leurs libertés ».

Mais voici une chose que les médias de l'*establishment* évitent de rapporter : le nombre de victimes d'une économie décimée sera bien plus élevé que tout ce que ce virus (ou quoi que ce soit d'autre) infligera.

La COVID-19 est une couverture presque parfaite du *krash* d'une économie déjà sous perfusion de la Réserve fédérale. Au lieu de blâmer les responsables - les méga-banques, la classe financière et « d'investissement » (spéculation), les sociétés transnationales et leurs alliés au sein du gouvernement - on blâme un virus invisible qui peut ou non être fabriqué précisément dans le but de faire tomber l'économie.

« Si vous prenez le genre de mesures draconiennes que nous voyons actuellement [verrouillage ordonné par l'État], cela va **sans aucun doute entraîner des pertes d'emplois massives, d'énormes licenciements, des milliers de petites et moyennes entreprises au bord de la faillite**, les générations futures criblées de dettes et des millions de personnes plongées dans la pauvreté sans aucune issue », écrit [Rob Slane](#).

Ceci aura pour conséquence « de menacer la santé mentale de millions de personnes », de » porter atteinte aux libertés civiles d'une ampleur jamais vue

auparavant et qui risque de ne jamais être rétablie une fois la crise sanitaire passée», et « plus les mesures se poursuivront », plus il y aura « la possibilité d’immenses soulèvements sociaux », ajoute Rob Slane.

Effectivement, il y a une douzaine d’années, les États-Unis et une grande partie du monde sont restés enlisés dans une mauvaise santé financière à la suite du dernier pillage de banquiers « *too big to fail* » (trop grand pour échouer). Les médias l’ont appelé la « Grande Récession », bien qu’en principe, il s’agissait et il s’agit toujours d’une dépression. D’ici la fin de l’été, elle se transformera en une véritable Grande Dépression. « Nous sommes entrés dans une récession qui va être plus longue, plus profonde et différente des désagrèments de 1929-1946 », note l’auteur à succès [Doug Casey](#).

Selon l’économiste [Nouriel Roubini](#):

Au début de ce mois [mars 2020], il n’a fallu que 15 jours pour que le marché boursier américain s’effondre en période de crise (une baisse de 20 % par rapport à son sommet) – la baisse la plus rapide jamais enregistrée. Aujourd’hui, les marchés ont chuté de 35 %, les marchés du crédit se sont effondrés et les écarts de crédit (comme ceux des obligations de pacotille) ont atteint les niveaux de 2008. Même les sociétés financières traditionnelles comme Goldman Sachs, JP Morgan et Morgan Stanley s’attendent à ce que le PIB américain chute de 6 % en taux annualisé au premier trimestre, et de 24 à 30 % au deuxième trimestre. Le secrétaire américain au Trésor, Steve Mnuchin, a averti que le taux de chômage pourrait monter en flèche et dépasser les 20 % (soit le double du niveau record atteint pendant la crise financière mondiale).

Selon John Williams, éditeur de Shadow Government Statistics, une réduction du PIB au deuxième trimestre va rivaliser avec les répercussions de la Grande Dépression. Le taux de chômage actuel est de 22 % et il va s’aggraver davantage, touchant peut-être plus de la moitié de la population active. Les risques d’une Grande Dépression hyperinflationniste sont de plus en plus grands, alors que la Réserve fédérale et le gouvernement fédéral lancent une création monétaire illimitée, des dépenses déficitaires et des plans de sauvetage financier, a écrit [M. Williams le 28 avril](#).

Plus de 30 millions d’Étatsuniens ont fait une demande d’assurance chômage suite au verrouillage économique imposé par l’État (des millions d’autres chômeurs ne peuvent pas faire de demande en raison de l’encombrement des systèmes en ligne et de l’inefficacité de la bureaucratie étatique). En moins d’un mois, les 22,4 millions d’emplois créés après la Grande Récession manufacturière – principalement des emplois mal payés dans le secteur des services – ont été anéantis.

Les Étatsuniens désespérés et frappés par la pauvreté vont, comme l’a déjà fait remarquer Henry Kissinger il y a très longtemps, se précipiter vers le gouvernement et lui demander sa protection. Ils renonceront volontiers – et même avec enthousiasme – à leurs droits fondamentaux au nom de la fausse Sécurité de l’État

La violation massive et déplorable de la constitution et de la déclaration des droits humains est utilisée comme une excuse. Selon un média alarmiste, des personnes irresponsables propageraient une maladie (Covid-19) qui flotte dans l’air et se retrouve sur toutes les surfaces. En bref, vos droits fondamentaux sont considérés comme une menace pour le reste de l’humanité.

En mars, [un sondage a été réalisé](#) auprès de l'opinion publique sur leur appui à la suppression de ce qui subsiste de la Constitution et de la Déclaration des droits.

« Nous avons présenté à un échantillon national représentatif de 3 000 résidents américains huit réponses politiques possibles à l'épidémie, qui pourraient toutes être inconstitutionnelles, notamment la mise en quarantaine forcée dans un centre gouvernemental, des sanctions pénales pour diffusion de fausses informations, l'interdiction d'entrée de certaines personnes dans le pays et la conscription des travailleurs de la santé », écrit [Adam Chilton](#), professeur de droit à la faculté de droit de l'université de Chicago, et trois de ses associés.

« Même lorsque nous avons explicitement dit à la moitié de notre échantillon que ces politiques pouvaient violer la Constitution », écrit le groupe, « la majorité a appuyé les huit d'entre elles », y compris les restrictions imposées à la liberté d'expression.

En bref, les citoyens propagandistes et effrayés, dans la crainte d'une nouvelle peste noire qui n'est rien de tel, renoncent à leurs droits et libertés de la personne pour permettre à l'État d'imposer des mesures draconiennes toujours plus importantes - y compris une expansion effrénée de la surveillance - afin de contrôler l'humanité.

« Une fois la menace passée », conclut Chilton et les professeurs de droit, « les Américains doivent reconnaître toute violation constitutionnelle pour ce qu'elle était, de peur qu'elle ne devienne la nouvelle norme ».

Il devrait être évident que l'autoritarisme de COVID-19 est déjà la nouvelle norme.

Kurt Nimmo

*

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Publiez cet article sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

Article original en anglais :



[Fear and Loathing of the COVID-19 Economy](#), le 3 mai 2020

Traduit par Maya pour [Mondialisation](#).

Kurt Nimmo écrit sur son blog, Another Day in the Empire, où [cet article](#) a été publié à l'origine. Il est un contributeur fréquent à Global Research.

Articles Par : [Kurt Nimmo](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca